



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/5
13 janvier 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 9-13 avril 2012

Point 3.4 de l'ordre du jour provisoire*

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA

Note du Secrétaire exécutif

INTRODUCTION

1. Selon le programme de travail du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (le Comité intergouvernemental), adopté par la Conférence des Parties (COP) à sa dixième réunion, le règlement intérieur des réunions des Parties au Protocole de Nagoya est l'une des questions dont doit se saisir le Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion (décision X/1, annexe II, section B, point 8). Le Secrétaire exécutif a préparé la présente note afin d'assister le Comité intergouvernemental dans l'examen de cette question.

2. La section I présente succinctement le règlement intérieur de la Conférence de Parties et son application au Protocole. La section II étudie la question toujours en suspens concernant le processus décisionnel relatif aux questions de fond. La section III présente une recommandation qui sera soumise à l'examen du Comité intergouvernemental.

I. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES ET APPLICATION AU PROTOCOLE DE NAGOYA

A. Généralités

3. L'article 26, paragraphe 1, du Protocole dispose que la Conférence des Parties à la Convention siège en tant que réunion des Parties au Protocole.

* UNEP/CBD/ICNP/2/1.

4. L'article 26, paragraphe 5, traduit la volonté d'appliquer, autant que faire se peut, les règles et les procédures applicables aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention aux réunions des Parties au Protocole, et dispose que :

« Le règlement intérieur de la Conférence des Parties [...] [s'applique] *mutatis mutandis* au Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement par consensus. »

Une approche similaire a été adoptée pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

5. Comme pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, afin de tenir compte de la nature spécifique du Protocole de Nagoya, et comme l'indique l'article 26, paragraphe 5, il a été jugé pertinent de faire preuve de souplesse dans l'application du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention aux réunions des Parties au Protocole de Nagoya. Par conséquent, et comme la section B le souligne ci-dessous, soit un certain nombre de dispositions du Protocole dérogeant expressément au règlement intérieur, soit le choix de s'en écarter est laissé à la discrétion des Parties.

B. Règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention et liens avec les dispositions du Protocole

6. L'article 23, paragraphe 3, de la Convention énonce que la Conférence des Parties arrête et adopte par consensus son règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer. En conséquence, en vertu de la décision I/1, la Conférence des Parties a adopté son règlement intérieur. Par la suite, avec la décision V/20, la Conférence des Parties a modifié trois articles du règlement intérieur. Ces amendements ont porté sur la périodicité des réunions ordinaires de la Conférence (article 4, paragraphe 1), ainsi que sur l'élection et le mandat du Bureau (article 21 et 25).

7. Le règlement intérieur constitue le cadre normatif des réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires. Un certain nombre de questions y sont traitées telles que :

- (a) L'objet du règlement intérieur (article 1);
- (b) Les définitions (article 2);
- (c) Le lieu et les dates des réunions (articles 3 et 4);
- (d) Les observateurs (articles 6 et 7);
- (e) L'ordre du jour (articles 8 à 15);
- (f) La représentation et les pouvoirs (articles 16 à 20);
- (g) Les membres du bureau (articles 21 à 25);
- (h) Les organes subsidiaires (article 26);
- (i) Le secrétariat (articles 27 et 28);
- (j) La conduite des débats (articles 29 à 38);
- (k) Le vote (articles 39 à 51);

- (l) Les langues (articles 52 à 54);
- (m) Les enregistrements sonores des séances (article 55);
- (n) Les amendements au règlement intérieur (article 56);
- (o) La suprématie de la Convention (article 57).

8. Comme indiqué dans le paragraphe 4 ci-dessus, l'article 26, paragraphe 5, du Protocole dispose que le règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention s'applique *mutatis mutandis* au Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement par consensus. Les Parties au Protocole peuvent modifier par consensus le règlement intérieur de leurs réunions. Elles peuvent également décider si les amendements au règlement intérieur qui sont adoptés par la Conférence des Parties à la Convention¹ s'appliquent à leurs réunions.

9. Pour comprendre l'applicabilité du règlement intérieur de la Conférence des Parties au Protocole, il est important de tenir compte du fait que le Protocole contient déjà des dispositions spécifiques concernant un certain nombre de points traités dans le règlement intérieur. Par conséquent, le règlement intérieur doit être interprété concurremment avec les dispositions du Protocole. En cas de conflit, les dispositions du Protocole l'emporteraient sur le règlement intérieur (article 57).

10. Le règlement intérieur et les dispositions du Protocole se croisent sur quatre domaines principaux : (a) les membres du bureau ; (b) les réunions ordinaires et extraordinaires de la Conférence des Parties à la Convention siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole ; (c) les observateurs et (d) les organes subsidiaires. Les paragraphes suivants donnent un bref aperçu de chacun de ces quatre domaines et de l'interaction entre le règlement intérieur et les dispositions du Protocole qui en résulte.

11. **Membres du Bureau** : D'une part, l'article 21 énonce que les membres du Bureau de la Conférence des Parties doivent être élus parmi les représentants des Parties à la Convention. D'autre part, l'article 26, paragraphe 3, du Protocole dispose que, lorsque la Conférence des Parties à la Convention siège en tant que réunion des Parties au Protocole, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles. En effet, il convient d'appliquer l'article 21 de sorte que seules les Parties au Protocole puissent être représentées au Bureau de leurs réunions.

12. L'approche générale décrite ci-dessus reflète celle contenue dans le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Cependant, dans la décision BS-I/1, les Parties au Protocole de Cartagena ont décidé à l'unanimité qu'il était souhaitable d'ajouter un paragraphe sur le mandat des remplaçants du Bureau, qui doit être interprété conjointement à l'article 21.²

13. **Réunions ordinaires et extraordinaires**: Les réunions ordinaires de la Conférence des Parties à la Convention ont actuellement lieu tous les deux ans conformément à l'article 4. L'article 26,

¹ A titre de comparaison, lors de leur première réunion, les Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques ont pris la décision suivante par consensus (décision BS-I/1) : « Lorsque le règlement intérieur de la Conférence des Parties à la Convention est amendé par la Conférence des Parties à la Convention, les amendements ne s'appliquent pas à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement. »

² Ce paragraphe énonce que : « Lorsqu'un membre du Bureau de la Conférence des Parties à la Convention représentant une Partie à la Convention qui n'est pas Partie au Protocole à ce moment-là est remplacé par un membre élu par les Parties au Protocole en leur sein, le mandat de ce remplaçant expire en même temps que celui du membre du Bureau qu'il remplace. »

paragraphe 6, du Protocole prévoit que la première réunion des Parties doit avoir lieu concurremment avec la première réunion de la Conférence des Parties qui se tiendra après la date d'entrée en vigueur du Protocole. Le paragraphe 6 énonce également que par la suite, les réunions ordinaires des Parties au Protocole se tiendront concurremment avec les réunions ordinaires de la Conférence des Parties à la Convention, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement.

14. En ce qui concerne les réunions extraordinaires, l'article 4, paragraphe 3, du règlement intérieur et l'article 26, paragraphe 7, du Protocole se ressemblent fortement. Les deux dispositions énoncent que les réunions extraordinaires peuvent avoir lieu à tout moment si la Conférence des Parties à la Convention ou la réunion des Parties au Protocole, selon le cas, le jugent nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, « sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication aux Parties par le Secrétariat. » L'article 4, paragraphe 4, énonce que toute réunion extraordinaire convoquée à la demande écrite d'une Partie « aura lieu au plus tard 90 jours après la date à laquelle la demande a été appuyée par le tiers au moins des Parties conformément au paragraphe 3 du présent règlement. »

15. Les entités citées aux articles 6 et 7 du règlement intérieur sont identiques à celles prévues dans le Protocole. Cependant, l'article 26, paragraphe 2, du Protocole précise que les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole peuvent participer en qualité d'observateur aux travaux de toute réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, mais les décisions qui sont prises en vertu du Protocole ne peuvent l'être que par les Parties au Protocole.

16. **Organes subsidiaires:** L'article 26 prévoit : (i) la création par la Conférence des Parties d'autres organes subsidiaires, comités et groupes de travail en plus de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques³ ; (ii) les réunions des organes subsidiaires; (iii) les dispositions relatives à l'élection des membres du Bureau et (iv) celles relatives à la prise des décisions. L'article dispose également que, à moins que la Conférence des Parties n'en décide autrement, « ce règlement intérieur s'applique, *mutatis mutandis*, aux travaux des organes subsidiaires. »

17. L'article 27, paragraphe 1, du Protocole dispose que les organes subsidiaires créés par, ou en vertu de, la Convention peuvent s'acquitter de fonctions au titre du Protocole, y compris sur décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au présent Protocole.⁴ Pour ces cas, deux éclaircissements concernant la procédure sont prévus par le Protocole à l'article 27, paragraphes 2 et 3. En premier lieu, l'article 27, paragraphe 2, précise que les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent Protocole peuvent participer, en qualité d'observateur, aux travaux de toute réunion d'un organe subsidiaire du Protocole, mais les décisions relevant du présent Protocole peuvent être prises

³ S'agissant de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, la Conférence des Parties a adopté, dans sa décision VIII/10, annexe III, un *modus operandi* consolidé, qui comprend une section sur le règlement intérieur. Ce mode de fonctionnement consolidé a été développé dans la décision IX/29. La section du mode de fonctionnement concernant le règlement intérieur précise que le règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties s'applique, *mutatis mutandis*, aux réunions de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, à l'exception de l'article 18 concernant les pouvoirs. Elle traite également d'autres questions telles que : (i) les langues de travail ; (ii) les requêtes au Secrétaire exécutif; (iii) les recommandations à la Conférence des Parties; (iv) le mandat des membres du Bureau de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et (v) le mandat du Président de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques.

⁴ Les termes de l'article 30, paragraphe 1, du Protocole de Cartagena diffèrent légèrement : « Tout organe subsidiaire créé par, ou en vertu de, la Convention peut, sur décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au présent Protocole, s'acquitter de fonctions au titre du Protocole, auquel cas la Réunion des Parties spécifie les fonctions exercées par cet organe ». Cette disposition confère à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques le pouvoir de décider si un organe subsidiaire créé par, ou en vertu de, la Convention peut s'acquitter de fonctions au titre du Protocole.

uniquement par les Parties au Protocole. En second lieu, l'article 27, paragraphe 3, énonce qu'un membre du Bureau de cet organe subsidiaire représentant une Partie à la Convention qui n'est pas Partie au Protocole doit être remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles.

II. PROCESSUS DÉCISIONNEL RELATIF AUX QUESTIONS DE FOND

18. L'article 40 du règlement intérieur définit les moyens permettant de prendre des décisions en vertu de la Convention et les types de vote à la majorité requis pour prendre de telles décisions dans les cas où le consensus ne peut être atteint. La Conférence des Parties a adopté son règlement intérieur en laissant entre crochets le paragraphe 1 de l'article 40⁵ concernant le processus de décision relatif aux questions de fond. Le libellé de l'article 40, paragraphe 1, a été examiné par la Conférence des Parties lors de réunions ultérieures. A ce jour, aucun accord n'a été conclu.

19. L'absence d'accord sur l'article 40, paragraphe 1, indique dans le fond qu'actuellement, toutes les décisions prises par la Conférence des Parties sur les questions de fond doivent, par défaut, être adoptées par consensus. Par extension, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole adoptera également ses décisions de fond par consensus, à moins que les Parties au Protocole ne décident par consensus de modifier les articles relatifs au vote dans le règlement intérieur.

III. RECOMMANDATION

20. Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être examiner s'il convient d'apporter d'autres améliorations au règlement intérieur tel qu'il serait appliqué au Protocole de Nagoya. Il souhaitera peut-être également faire des recommandations appropriées à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

⁵ Actuellement, le libellé du paragraphe 1 de l'article 40 est le suivant : « Les Parties ne ménagent aucun effort pour parvenir par consensus à un accord sur toutes les questions de fond. Si tous les efforts déployés pour parvenir au consensus restent vains et que l'accord n'est pas réalisé, la décision [sauf s'il s'agit d'une décision relevant du paragraphe 1 ou 2 de l'article 21 de la convention] est prise, en dernier ressort, par le vote à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes, sauf disposition contraire de la Convention, du règlement financier mentionné au paragraphe 3 de l'article 23 de la Convention, ou du présent règlement intérieur. [Les décisions des Parties relevant des paragraphes 1 et 2 de l'article 21 de la convention sont prises par consensus.] »